ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 20 octobre 1967, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "n° ... modifiant la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne", a donné le 30 octobre 1967 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e oktober 1967 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "nr... houdende wijziging van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden", heeft de 30e oktober 1967 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Il convient d'indiquer au préambule le texte que le projet tend à modifier. La rédaction suivante est proposée :

"Vu la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne; ".

Article 2 du projet.

Le texte de l'article 2 nouveau, §§ 1er et 2, inséré dans la loi de 1964 devrait faire apparaître, d'une part, le processus logique des décisions que la Commission bancaire est appelée à prendre, d'autre part, les garanties données aux entreprises intéressées et la procédure qui permet à celles-ci d'obtenir l'examen équitable de leur situation.

Lorsque les entreprises intéressées ont été régulièrement inscrites sur la liste, leur omission de cette liste ne peut intervenir qu'à la suite d'une décision de la Commission bancaire constatant la renonciation ou révoquant l'inscription.

Selon les intentions du Gouvernement, toute personne intéressée peut prendre un recours contre les décisions de la Commission bancaire. Cette personne peut être une entreprise concurrente ou un simple particulier qui aurait confié des fonds à l'entreprise faisant l'objet de la décision de la Commission bancaire.

.../...

Dans le même article 2, § 3, alinéa 2, un délai de huit jours est imposé au Ministre des Finances pour statuer sur le recours pris contre une décision de révocation de l'inscription.

Dans l'intention du Gouvernement, la décision de la Commission bancaire devient définitive si le Ministre n'a pas statué dans ce délai; cette intention devrait être exprimée dans le texte.

Article 3 du projet.

La dernière phrase du premier alinéa du nouvel article 2bis porte que le Roi peut élever le minimum du capital social ou du fonds social fixé à 5 millions par le même alinéa.

Sur ce point, le texte proposé établit un système qui diffère de celui qui a été consacré par les articles 8 à 10 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935.

Si l'intention du Gouvernement est uniquement de permettre au Roi de modifier un chiffre en fonction de la valeur réelle de la monnaie, cette intention ne peut soulever d'objection mais devrait être exprimée en d'autres termes. Au contraire, si l'intention du Gouvernement est de permettre au Roi d'élever, sans fixation d'un maximum, la valeur du capital ou du fonds social, pareille disposition serait de nature à soulever des objections, compte tenu de la date d'expiration des pouvoirs conférés par la loi du 31 mars 1967.

.../...

Article 5 du projet.

Cet article précise les condamnations qui entraînent l'interdiction d'exercer certaines fonctions dirigeantes au sein des entreprises régies par le chapitre Ier de la loi de 1964.

Il ne devrait pas être fait référence aux articles qui sont relatifs à la responsabilité encourue par le fait d'un tiers, ni aux articles qui étendent l'application du livre Ier du Code pénal aux infractions définies par d'autres articles.

Article 9 du projet.

Le pouvoir que le nouvel article 9bis entend conférer à la Commission bancaire et qui doit permettre à celle-ci d'accorder des dérogations aux obligations découlant de l'article 9 se trouve déjà prévu par l'article 9, alinéa 2, de la loi de 1964.

Dès lors, l'article 9bis nouveau ne concerne plus que l'article 4. Il pourrait trouver place dans cet article en tant qu'alinéa 3.

Article 10 du projet.

L'alinéa 2 de l'article 9ter nouveau prévoit que le tribunal de commerce doit juger sommairement les demandes introduites par le curateur nommé par la Commission bancaire.

.../...

La procédure sommaire ayant été supprimée par l'arrêté royal n° 300 du 30 mars 1936, il ne convient pas de s'y référer.

\+

\+ +

En ce qui concerne la rédaction du projet du point de vue de la légistique formelle, il convient d'indiquer en tête des nouveaux articles insérés dans la loi de 1964 ou remplaçant d'anciens articles de cette loi, la mention "article ... " suivie du numéro de celui-ci.

De même les références devraient citer dans l'ordre l'article, le paragraphe, l'alinéa et le littera ou l'adverbe numéral.

\+

\+ +

Tenant compte des observations qui précèdent, le texte suivant, qui contient en outre des modifications de forme n'appelant aucun commentaire, est proposé :

Article 1er.-

...

2° l'alinéa 2, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"1° les fonds recueillis, autrement que par émissions continues, selon un des modes régis par le titre II de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 ainsi que les fonds recueillis selon un mode soustrait à l'application de ce titre par des dispositions légales expresses; ".

...

Article 2.-

L'article 2 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2. § 1er. Les entreprises régies par le présent chapitre sont tenues de se faire inscrire auprès de la Commission bancaire. Celle-ci constate les inscriptions nouvelles et les renonciations par les entreprises à leur inscription. Elle prononce les révocations comme il est dit au § 3. Ces décisions sont notifiées aux entreprises intéressées.

La Commission bancaire fait publier chaque année au Moniteur belge la liste des entreprises inscrites. Toute modification à cette liste, qui intervient en cours d'année, fait en outre l'objet d'une publication au Moniteur belge.

§ 2. Les décisions de la Commission bancaire relatives à l'établissement de la liste et aux inscriptions sont susceptibles de recours, par toute personne intéressée, auprès du Ministre des Finances dans les quinze jours de leur notification ou de leur publication. Ces recours sont notifiés au Ministre des Finances et à la Commission bancaire.

.../...

Les décisions rendues sur ces recours sont notifiées à la personne qui a pris son recours et à la Commission bancaire.

§ 3. La Commission bancaire ...

1° à 4° ...

La révocation ... auprès du Ministre des Finances qui statue par arrêté motivé dans les huit jours de la réception du recours. Si le Ministre n'a pas statué dans ce délai, le recours est censé rejeté.

Les décisions prévues au présent paragraphe sont notifiées comme il est dit au § 2.

§ 4. Toutes les notifications prévues au présent article se font par lettre recommandée à la poste.

§ 5. Les entreprises restent soumises au contrôle de la Commission bancaire jusqu'à règlement de leurs engagements ressortissant à l'activité régie par l'article 1er".

Article 3.-

...

"Article 2bis. Pour figurer à la liste, les entreprises régies par ... (pour la dernière phrase de cet alinéa, voir avis).

.../...

Pour l'application de l'alinéa 1er du présent article, de l'article 2, § 3, alinéa 1er, et de l'article 9, la Commission apprécie la valeur de l'actif social net des entreprises régies par le présent chapitre".

Article 4.-

...

1° ... ;

2° ... ;

3° l'article est complété par la disposition suivante :

"La Commission bancaire peut autoriser, aux conditions qu'elle détermine, des dérogations à la manière d'utiliser les fonds au bénéfice des entreprises dont l'activité principale ne consiste pas dans la dispensation de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements".

Article 5.-

L'article 5, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Ne peuvent être dirigeants, administrateurs, gérants, directeurs ou fondés de pouvoirs des entreprises régies par le présent chapitre, les personnes suivantes :

1° les personnes qui se trouvent dans un des cas prévus par l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction, pour certains condamnés et pour les faillis, de participer à l'administration et à la surveillance des sociétés par actions, des sociétés coopératives et d'exercer la profession d'agent de change ou l'activité de banque de dépôts. .../...

2° les personnes condamnées du chef d'infractions prévues par :

a) les articles 110 à 112 de la loi du 30 décembre 1867 portant revision du titre V, livre Ier, du Code de commerce, modifiés par l'arrêté royal n° 84 du 30 janvier 1935;

b) les articles 33 à 36 de la loi du 25 juin 1930 relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie;

c) ... ;

d) les articles 18 à 23 de l'arrêté royal n° 43 ... ;

e) les articles 42 à 44 de l'arrêté royal n° 185 ... ;

f) les articles 200 à 209 des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935;

g) les articles 67 à 72 de l'arrêté royal n° 225 ... ;

h) les articles 4 et 5 de l'arrêté royal n° 71 ... ;

i) ... ;

j) l'article 29 de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement, modifié par la loi du 5 mars 1965;

k) ... ;

l) les articles 31 à 35 des dispositions relatives ... ".

Article 6.-

Dans l'article 6 de la même loi, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1er et 2 : "La Commission bancaire ... des reviseurs de banques par le règlement pris en vertu de l'article 21 de l'arrêté royal n° 185 ... ".

.../...

Article 7.-

L'article 7 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 7. La Commission ...

1° ... à l'article 2, § 3, alinéa 1er;

2° ... ".

Article 8.-

A l'article 8 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est complété comme suit :

"La Commission bancaire peut publier annuellement ces bilan et compte;

2° ... ;

3° l'alinéa 6 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Les entreprises ... les crédits ou prêts qu'elles accordent, lorsque par client ou ensemble de clients formant une seule entité économique, ces crédits ou prêts atteignent au moins 1.000.000 francs. Le Roi peut modifier ce montant.

Sur demande ... alinéa 6.

La Banque ... en vertu de l'article 12, alinéa 6, de l'arrêté royal ... ".

Article 9.-

Un article 9bis rédigé comme suit est inséré dans la même loi :

.../...

"Article 9bis. Lorsqu'elle constate la renonciation ... renonciation à l'inscription.

Les organes de la société ainsi que les personnes chargées de sa gestion conservent leurs pouvoirs mais leurs actes sont soumis à l'autorisation écrite du curateur. L'autorisation de celui-ci est également requise pour l'exécution des actes décidés antérieurement à sa nomination. Le curateur peut demander au tribunal de commerce l'annulation des actes et des paiements intervenus sans son autorisation.

Le curateur peut soumettre à la délibération de tous les organes sociaux, sauf des organes de contrôle, tous objets qu'il juge opportuns.

Selon ce que les circonstances commandent, il peut demander le concordat judiciaire ou le sursis de paiement ou faire l'aveu prévu à l'article 440 du livre III du Code de commerce.

La rémunération du curateur est fixée par la Commission bancaire et payée par l'entreprise.

Ses fonctions prennent fin par sa démission, par sa révocation, par la réformation de la décision de la Commission bancaire révoquant l'inscription ou constatant la renonciation de l'entreprise à son inscription, par déclaration en faillite de la société ou par homologation du concordat judiciaire par le tribunal de commerce".

.../...

Article 10.-

A l'article 13 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° ... ;

2° ... (texte du projet, sauf à écrire "alinéa" en entier) ... ;

3° l'article est complété comme suit :

"5° les administrateurs ... qui, sans l'autorisation écrite du curateur, ont accompli des actes ou effectué des paiements visés par l'article 9bis, alinéa 2".

Article 11.-

A l'article 15, § 2, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2 est remplacé par la disposition suivante :

"2. D'opérations visées par l'article 1er des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées le 23 juin 1967 " ;

2° au 7, les mots "autorisées en vertu de l'article 2 de l'arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934" sont remplacés par les mots "autorisées conformément à l'article 3 des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées le 23 juin 1967".

Article 12.-

L'article 18 de la même loi est complété par la disposition suivante :

"L'alinéa 1er ne s'applique pas aux infractions visées par l'article 13, 5° ". .../...

Article 13.-

A l'article 23, alinéa 2, de la même loi, les mots "le 31 décembre 1968" sont remplacés par les mots "le 31 décembre 1972".

Article 14.-

... (article 13 du projet du Gouvernement) ...

Articles 15 et 16.-

... (comme au projet) ...

...

...

AANHEF.

In de aanhef moet de tekst worden vermeld, welke het ontwerp bedoelt te wijzigen. Voorgesteld wordt :

"Gelet op de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden;".

Artikel 2 van het ontwerp.

De tekst van het nieuwe artikel 2, §§ 1 en 2, die wordt ingevoegd in de wet van 1964, zou enerzijds moeten aangeven volgens welke logische gang de Bankcommissie haar beslissingen dient te nemen, anderzijds doen uitkomen welke waarborgen aan de betrokken ondernemingen worden verleend en dank zij welke procedure zij een billijk onderzoek van hun toestand kunnen krijgen.

Wanneer de betrokken ondernemingen regelmatig op de lijst zijn ingeschreven, kunnen zij daarvan slechts worden afgevoerd na een beslissing van de Bankcommissie die vaststelt dat van de inschrijving wordt afgezien of die deze herroept.

Volgens de Regering kan iedere betrokkene opkomen tegen de beslissingen van de Bankcommissie. Die betrokkene kan een concurrerende onderneming of een particulier zijn, die fondsen mocht hebben toevertrouwd aan de onderneming waarop de beslissing van de Bankcommissie betrekking heeft.

.../...

In hetzelfde artikel 2, § 3, tweede lid, wordt aan de Minister van Financiën een termijn van acht dagen opgelegd om te beschikken op het beroep tegen een beslissing tot herroeping van de inschrijving.

De Regering bedoelt het zó , dat de beslissing van de Bankcommissie definitief wordt als de Minister binnen die termijn niet heeft beschikt op het beroep ; die bedoeling zou in de tekst moeten worden verwoord.

Artikel 3 van het ontwerp.

De laatste volzin van het eerste lid van het nieuwe artikel 2bis stelt, dat de Koning het in hetzelfde lid op vijf miljoen frank vastgesteld minimum maatschappelijk kapitaal of maatschappelijk fonds mag verhogen.

Wat dat betreft, voert de voorgestelde tekst een andere regeling in dan die van de artikelen 8 tot 10 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935.

Wil de Regering aan de Koning alleen toestaan, een cijfer te wijzigen overeenkomstig de werkelijke waarde van de munt, dan is daarop niets aan te merken, maar dan moet dat voornemen in andere bewoordingen te kennen worden gegeven. Bedoelt de Regering daarentegen de Koning te machtigen om de waarde van het maatschappelijk kapitaal of van het maatschappelijk fonds te verhogen zonder dat een maximum wordt vastgesteld, dan kan tegen die bepaling bezwaar worden gemaakt, gelet op de datum waarop de bij de wet van 31 maart 1967 verleende machten verstrijken.

../...

Artikel 5 van het ontwerp.

Dit artikel zegt, welke veroordelingen verbod mede brengen om bepaalde leidende ambten uit te oefenen in ondernemingen waarop hoofdstuk I van de wet van 1964 van toepassing is.

Er hoeft niet te worden verwezen naar de artikelen die betrekking hebben op de aansprakelijkheid opgelopen door het feit van een derde, en evenmin naar de artikelen die de toepassing van boek I van het Strafwetboek uitbreiden tot de overtredingen welke in andere artikelen bepaald zijn.

Artikel 9 van het ontwerp.

De bevoegdheid die het nieuwe artikel 9bis aan de Bankcommissie wil opdragen om haar afwijkingen te laten toestaan van de uit artikel 9 volgende verplichtingen, is reeds vastgesteld in artikel 9, tweede lid, van de wet van 1964.

Het nieuwe artikel 9bis slaat derhalve nog alleen op artikel 4 en zou daarin kunnen worden opgenomen als een derde lid.

Artikel 10 van het ontwerp.

Het tweede lid van het nieuwe artikel 9ter bepaalt dat de rechtbank van koophandel in korte behandeling uitspraak moet doen over de eisen van de door de Bankcommissie aangestelde curator.

.../...

Het koninklijk besluit nr. 300 van 30 maart 1936 heeft de rechtspleging in korte behandeling afgeschaft, zodat daarnaar niet hoeft te worden verwezen.

\+
\+ +

Wetgevingstechnisch ware het beter vooraan in de nieuwe artikelen, die in de wet van 1964 worden ingevoegd of die oude artikelen van die wet vervangen, te schrijven "artikel ...", met het nummer van dat artikel.

Diezelfde verwijzingen zouden achtereenvolgens het artikel, de paragraaf, het lid en de letter of het rangtelwoord moeten vermelden.

\+
\+ +

Met inachtneming van hetgeen hiervoren werd opgemerkt, wordt de hierna volgende tekst voorgesteld waarin ook een aantal vormwijzigingen zijn verwerkt, die geen commentaar behoeven :

"Artikel 1.-

.....

2° het tweede lid, 1°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"1° de fondsen ingezameld, anders dan door doorlopende uitgiften, volgens één der technieken beheerst door titel II van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 en de fondsen ingezameld volgens een techniek die door uitdrukkelijke wetsbepalingen aan de toepassing van deze titel onttrokken is;".

.....

.../...

Artikel 2.-

Artikel 2 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2.- § 1. De aan dit hoofdstuk onderworpen ondernemingen zijn gehouden zich bij de Bankcommissie te laten inschrijven. Deze stelt vast dat een onderneming zich heeft laten inschrijven dan wel van haar inschrijving afziet. Zij herroept die inschrijvingen overeenkomstig het bepaalde in § 3. Die beslissingen worden ter kennis van de betrokken ondernemingen gebracht.

De Bankcommissie doet ieder jaar in het Belgisch Staatsblad de lijst van de ingeschreven ondernemingen bekendmaken. Telkens als die lijst in de loop van het jaar gewijzigd wordt, wordt dit in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

§ 2. Iedere belanghebbende kan tegen de beslissingen van de Bankcommissie met betrekking tot het opmaken van de lijst en tot de inschrijvingen bij de Minister van Financiën beroep instellen binnen vijftien dagen na de kennisgeving of bekendmaking ervan. Van dat beroep wordt kennis gegeven aan de Minister van Financiën en aan de Bankcommissie.

De beschikkingen op zodanig beroep worden ter kennis gebracht van degene die het beroep heeft ingesteld en van de Bankcommissie.

.../...

§ 3. De Bankcommissie ...

1° tot 4° .....

Het herroepen ... tenzij binnen die termijn beroep is ingesteld bij de Minister van Financiën die binnen acht dagen na ontvangst van het beroep beschikt bij gemotiveerd besluit. Heeft de Minister binnen die termijn niet op het beroep beschikt, dan wordt het geacht te zijn verworpen.

De in deze paragraaf bedoelde beslissingen worden ter kennis gebracht zoals bepaald is in § 2.

§ 4. Alle in dit artikel bedoelde kennisgevingen worden gedaan bij een ter post aangetekende brief.

§ 5. De ondernemingen blijven aan de controle van de Bankcommissie onderworpen zolang hun verbintenissen, vallende onder de in artikel 1 geregelde werkzaamheden, niet vereffend zijn".

Artikel 3.-

....

"Artikel 2bis. Om op de lijst te kunnen worden ingeschreven, moeten de aan dit hoofdstuk onderworpen ondernemingen ... (voor de laatste volzin van dit lid, zie advies).

Voor de toepassing van het eerste lid van dit artikel, van artikel 2, § 3, eerste lid, en van artikel 9, beoordeelt de Commissie de waarde van het netto-maatschappelijk actief van de aan dit hoofdstuk onderworpen ondernemingen".

.../...

Artikel 4.-

....

1° .... ;

2° .... ;

3° het artikel wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"De Bankcommissie kan, onder de voorwaarden welke zij bepaalt, afwijkingen toestaan van de wijze waarop de fondsen worden gebruikt ten voordele van de ondernemingen wier hoofdbedrijvigheid niet bestaat in het toestaan van leningen en kredieten of in het beheer van beleggingen".

Artikel 5.-

Artikel 5, eerste lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Leider, beheerder, zaakvoerder, directeur of procuratiehouder van aan dit hoofdstuk onderworpen ondernemingen, mogen niet zijn :

1° zij die zich bevinden in een van de gevallen bedoeld in het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 houdende verbod, ten opzichte van sommige veroordeelden en van de gefailleerden, om deel te nemen aan het beheer van en het toezicht over de vennootschappen op aandelen, de coöperatieve vennootschappen, en om het beroep van wisselagent uit te oefenen of de bedrijvigheid van depositobanken waar te nemen ;

2° zij die veroordeeld zijn wegens misdrijven bedoeld in :

a) de artikelen 110 tot 112 van de wet van 30 december 1867 houdende herziening van titel V, boek I, van het Wetboek van koophandel, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr.84 van 30 januari 1935 ;

.../...

b) de artikelen 33 tot 36 van de wet van 25 juni 1930 betreffende de controle op de levensverzekeringsondernemingen ;

c) .... ;

d) de artikelen 18 tot 23 van het koninklijk besluit nr. 43 ;..

e) de artikelen 42 tot 44 van het koninklijk besluit nr. 185 ...

f) de artikelen 200 tot 209 van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935 ;

g) de artikelen 67 tot 72 van het koninklijk besluit nr. 225 ...

h) de artikelen 4 en 5 van het koninklijk besluit nr. 71 ... ;

i) ... ;

j) artikel 29 van de wet van 9 juli 1957 houdende reglementering van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering, gewijzigd bij de wet van 5 maart 1965 ;

k) ... ;

l) de artikelen 31 tot 35 van de bepalingen betreffende ... ".

Artikel 6.

In artikel 6 van dezelfde wet wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De Bankcommissie ... van de bankrevisoren in het reglement dat vastgesteld is krachtens artikel 21 van het koninklijk besluit nr. 185 ... ".

.../...

Artikel 7.-

Artikel 7 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 7.- De Bankcommissie ...

1° ... in artikel 2, § 3, eerste lid ;

2° ... ".

Artikel 8.-

In artikel 8 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

"De Bankcommissie mag die balans en die rekening jaarlijks bekendmaken.

2° ... ;

3° het zesde lid wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"De aan dit hoofdstuk onderworpen ondernemingen ... van de kredieten of leningen welke zij toestaan, wanneer die kredieten of leningen per kliënt of groep van kliënten die slechts één economische eenheid uitmaken, ten minste 1.000.000 frank bedragen. De Koning kan dat bedrag wijzigen.

Op verzoek ... de in het zesde lid bedoelde kredieten.

De Nationale Bank ... krachtens artikel 12, zesde lid, van het koninklijk besluit ... ".

.../...

Artikel 9.-

In dezelfde wet wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 9bis.- Wanneer de Bankcommissie vaststelt dat een onderneming van haar inschrijving afziet of wanneer zij die herroept, kan zij een curator ... de inschrijving.

De organen van de vennootschap en de met haar beheer belaste personen behouden hun bevoegdheid, maar voor hun handelingen is de schriftelijke toestemming van de curator vereist. Die toestemming is ook vereist voor de uitvoering van de handelingen waartoe vóór de aanstelling van de curator is besloten. Van handelingen en betalingen die zonder zijn toestemming zijn verricht, kan de curator de nietigverklaring vorderen bij de rechtbank van koophandel.

De curator kan alle onderwerpen welke hij dienstig acht ter beraadslaging voorleggen aan alle organen van de vennootschap behalve aan de controle-organen.

Naargelang de omstandigheden het vereisen, kan hij een gerechtelijk akkoord of uitstel van betaling vragen of de bekentenis afleggen, bedoeld in artikel 440 van boek III van het Wetboek van koophandel.

De bezoldiging van de curator wordt door de Bankcommissie vastgesteld en door de onderneming uitbetaald.

Aan zijn ambt komt een einde door zijn ontslag, door zijn afzetting, door de wijziging van de beslissing van de Bankcommissie tot herroeping van de inschrijving of tot vaststelling dat de onderneming van haar inschrijving heeft afgezien, door het failliet verklaren van de vennootschap of door homologatie van het gerechtelijk akkoord door de rechtbank van koophandel".

.../...

Artikel 10.-

In artikel 13 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° ... ;

2° in 2° worden de woorden "die zich niet schikken naar de artikelen 3, 6, alinea 1, en 7, of naar de voorwaarden opgelegd krachtens artikel 3, alinea 1" vervangen door "die zich niet gedragen naar de artikelen 2bis, eerste lid, 3, 4, eerste lid, en 6, eerste lid, of naar de voorwaarden opgelegd krachtens de artikelen 3, eerste lid, en 9bis";

3° het artikel wordt aangevuld als volgt :

"5° de beheerders, zaakvoerders en met het beheer belaste personen die, zonder schriftelijke toestemming van de curator, handelingen of betalingen hebben verricht als bedoeld in artikel 9bis, tweede lid".

Artikel 11.-

In artikel 15, § 2, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tekst onder 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2. Verrichtingen bedoeld in artikel 1 van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen, gecoördineerd op 23 juni 1967";

2° in 7 worden de woorden "de krachtens artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 42 van 15 december 1934 geautoriseerde private spaarkassen" vervangen door "de private spaarkassen toegelaten overeenkomstig artikel 3 van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen, gecoördineerd op 23 juni 1967".

.../...

Artikel 12.-

Artikel 18 van dezelfde wet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Het eerste lid is niet van toepassing op de misdrijven bedoeld in artikel 13, 5°".

Artikel 13.-

In artikel 23, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden "op 31 december 1968" vervangen door "op 31 december 1972".

Artikel 14.-

... (artikel 13 van het Regeringsontwerp) ...

Artikel 15.-

Dit besluit treedt in werking op ....

Artikel 16.-

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit .

.....

.....

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame :
Mevrouw : G. CISELET, staatsraden,

Messieurs : P. DE VISSCHER, assesseurs de la
de Heren : section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut de l'auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s). G. VAN BUNNEN.